

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/C/W/110/Add.8

24 juin 1999

(99-2601)

Conseil du commerce des services
Réunion extraordinaire sur les services
de télécommunication

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES ORGANES DE RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS D'AFRIQUE AUSTRALE

Addendum

PARTIE I – LES ORIGINES ET LES OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION DES ORGANES DE RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS D'AFRIQUE AUSTRALE (TRASA)¹

Les origines et les objectifs de la TRASA remontent à la création de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), connue auparavant sous le nom de Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). La SADC a été créée à l'issue d'une conférence des ministres des affaires étrangères, consacrée à la coopération économique, qui s'est tenue en mai 1979. Les ministres sont convenus de convoquer une conférence internationale à Arusha (Tanzanie) à laquelle participeraient les gouvernements donateurs ainsi que les entreprises multinationales. La Conférence d'Arusha, qui a eu lieu en juillet 1979, a rassemblé pour la première fois des représentants de gouvernements et d'organisations internationales venus de toutes les parties du monde pour débattre de la coopération régionale en Afrique australe. À son tour, la Conférence d'Arusha a débouché sur le sommet décisif de Lusaka, qui s'est tenu dans la capitale zambienne en avril 1980. Les neuf pays gouvernés par le parti majoritaire qui faisaient alors partie de l'Afrique australe – Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe – se sont réunis et ont déclaré leur engagement à poursuivre une politique axée sur la libéralisation économique et le développement intégré de leurs économies nationales.

Le Sommet a adopté la Déclaration de Lusaka intitulée "Southern Africa: Toward Economic Liberation" (Afrique australe: vers la libéralisation de l'économie), ainsi qu'un programme d'action portant sur les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de l'industrie, de la mise en valeur des ressources humaines et de l'énergie. Les chefs d'État ont également reconnu que les transports et les communications étaient des secteurs prioritaires pour la coopération régionale. La Namibie et l'Afrique du Sud ont rejoint les autres pays d'Afrique australe en 1990 et 1994, respectivement. En 1995, ce fut le tour de Maurice, suivie de la République démocratique du Congo et des Seychelles en 1997.

¹ Le présent article a été rédigé par Jay Gullish de la société PricewaterhouseCoopers LLP dans le cadre du Programme RTR, initiative financée par USAID. Il est adapté en partie de la communication de S. E. Funde, Président de la TRASA (Afrique du Sud), intitulée "A Framework for Regional Co-operation on Regulatory Issues – Lessons from TRASA", présentée à l'occasion du Sommet africain des télécommunications qui s'est tenu en mai 1999 à Accra (Ghana).

La coordination des questions de télécommunication au sein de la SADC est assurée par la Commission des transports et des communications de l'Afrique australe (SATCC). Installée à Maputo (Mozambique), la SATCC a participé à différentes initiatives, notamment la ratification du Protocole de la SADC sur les transports, les communications et la météorologie en 1998. S'appuyant sur les dispositions du Protocole, la SATCC a contribué au développement institutionnel de la TRASA.² Grâce à une assistance financière et technique du Programme régional de restructuration des télécommunications de l'Afrique australe (RTR), projet financé par USAID et géré par PricewaterhouseCoopers, la SATCC fait office de secrétariat temporaire de la TRASA.

Avant la création de la TRASA, les questions de réglementation qui se posaient à l'échelon régional étaient examinées par la Conférence sur l'administration des télécommunications en Afrique australe (SATA), une organisation représentant les exploitants de télécommunications de la région.

Après la création de la TRASA, qui a pris effet le 22 avril 1998, le rôle de la SATA a évolué pour devenir celui d'une organisation représentant les exploitants de télécommunications de la région. On trouvera ci-après un aperçu chronologique du développement de la TRASA et de ses activités récentes:

Seizième Conférence de la SATA

9 au 11 juillet 1996 (Pretoria)

Les participants ont recommandé l'établissement d'un forum distinct pour les organes de réglementation des télécommunications d'Afrique australe

Atelier de la SATCC sur la réglementation

15 au 17 juillet 1997 (Johannesburg)

Confirmation de cette décision par l'élaboration d'un projet de charte destiné à l'association régionale d'organes de réglementation proposée

Atelier de planification des mesures pour le Protocole sur les transports, les communications et la météorologie de la SADC

26 au 28 janvier 1997 (Pretoria)

Poursuite de l'examen de la proposition de création de la TRASA

Conférence de la SATA

22 au 25 avril 1997 (Windhoek)

Séparation formelle entre les organes de réglementation et la SATA et création officielle de la TRASA

Réunion inaugurale de la TRASA

15 au 19 septembre 1997 (Dar es-Salaam)

Réunion extraordinaire de la TRASA

4 décembre 1997 (Le Cap)

Adoption des statuts de la TRASA

² L'article 10.7 du Protocole prévoit une séparation entre la réglementation et l'exploitation des services de télécommunication; l'article 13.13 encourage la création d'organes régionaux en vue de fournir un cadre de collaboration entre les membres.

Première Assemblée générale annuelle de la TRASA

19 au 20 novembre 1998 (Johannesburg)

Élection du Comité exécutif

Plan d'action de la TRASA

Importance du rôle des télécommunications dans le développement social et économique

Compte tenu de la mondialisation croissante du secteur des télécommunications, la coopération intrarégionale et internationale entre les autorités réglementaires est essentielle pour comprendre et aborder un environnement qui évolue rapidement. La coopération en matière de planification a été à nouveau renforcée par l'élaboration et l'adoption récentes, au sein de la SADC, de politiques, de programmes et de législations régionales, notamment les Principes types de la SADC en matière de télécommunication et la Législation type de la SADC sur les télécommunications. La TRASA entend réduire le clivage entre la formulation et la mise en place de législations et de politiques régionales en favorisant une mise en œuvre efficace au niveau national.

Étant donné que les gouvernements de la région reconnaissent les avantages de l'harmonisation, l'un des principaux objectifs de la TRASA est d'améliorer les communications et la coordination entre les autorités réglementaires de la région. En outre, la TRASA s'efforce d'encourager l'investissement dans le secteur des télécommunications en promouvant la création d'un environnement commun favorable - c'est-à-dire un système de réglementation et de taxation - pour la région de la SADC. Elle cherche également à normaliser l'attribution des fréquences radioélectriques et les pratiques applicables dans ce domaine et s'efforce de mettre en valeur les capitaux humains nécessaires pour fournir des services de télécommunication efficaces au niveau des coûts dans l'ensemble de la région.

En unissant leurs efforts, les membres de la TRASA peuvent exploiter au maximum des ressources qui sont limitées, notamment les actifs financiers et humains, en vue de préparer la création de l'environnement réglementaire complexe et dynamique que requiert la mise en place de marchés ouverts et concurrentiels. On trouvera ci-après un résumé des objectifs de la TRASA tels qu'ils sont énoncés dans ses statuts:

- séparation des fonctions d'administration publique, d'opérateur et d'organe réglementaire dans les pays où cette séparation n'est pas encore intervenue;
- création d'organes de réglementation stables et indépendants;
- promotion d'une législation qui reflète le cadre politique des différents pays, de la sous-région et de la région;
- mise en place d'un mécanisme de coordination des organes de réglementation à l'échelle du continent;
- coordination de la gestion du spectre et de la planification des fréquences;
- promotion du service et de l'accès universels;
- développement des industries locales des télécommunications;
- encouragement de l'investissement privé par la mise en place de conditions permettant d'instaurer un environnement favorable aux investissements;
- promotion d'une concurrence loyale;

- coopération avec la SADC et, en particulier, la Commission des transports et des communications de l'Afrique australe (SATCC);
- coopération avec d'autres institutions à l'intérieur et à l'extérieur de la sous-région;
- organisation d'ateliers consacrés au renforcement des capacités et à l'élaboration de principes de réglementation;
- mise sur pied de groupes de travail chargés de questions spécifiques telles que le spectre et les normes; et
- participation à des activités menées par d'autres organisations dont les objectifs sont similaires à ceux de la TRASA.

Composition de la TRASA

À la fin de 1998, six (6) des organes de réglementation indépendants de la région avaient souscrit aux statuts de la TRASA. À l'heure actuelle, des organismes responsables de la réglementation dans des pays qui ne sont pas dotés d'organes de réglementation indépendants participent également aux activités de la TRASA, mais sans droit de vote. Il est probable cependant que, la réforme réglementaire se poursuivant dans la région, les nouveaux organes de réglementation indépendants rejoindront l'Association. Les pays suivants sont actuellement membres de la TRASA, les autorités réglementaires assumant une responsabilité institutionnelle particulière étant indiquées entre parenthèses:

Botswana	(Comité exécutif)
Mozambique	
Namibie	
Afrique du Sud	(Présidence)
Tanzanie	
Zambie	(Comité exécutif)

Possibilités futures

Le développement institutionnel de la TRASA ouvre des possibilités considérables aux organes de réglementation de la région qui pourront coopérer à l'échelle du continent en vue de régler les questions urgentes qui se posent au secteur des télécommunications. La TRASA a participé à la réunion des ministres africains des communications ainsi qu'à l'élaboration du document sur la connexion en Afrique (African Connection) issu de cette réunion en mai 1998. À cette occasion, les représentants de la TRASA ont contribué à déterminer les domaines qui devaient être abordés en priorité au niveau régional, à savoir:

- le développement des télécommunications dans les zones rurales;
- l'élaboration de normes;
- la planification et la gestion du spectre;
- le renforcement des capacités et la mise en valeur des ressources humaines;
- les centres d'excellence en Afrique;

- la coordination du financement du développement des télécommunications en Afrique.

La TRASA a également pris part à un certain nombre d'autres conférences, réunions et ateliers internationaux et régionaux.

La réforme réglementaire et la libéralisation économique dans les 14 pays membres de la SADC s'accélèrent, attirant dans la région de nouveaux investissements et des technologies de pointe. Alors que chaque pays suit sa propre stratégie et son propre rythme, une tendance dominante se dessine clairement: les gouvernements des pays membres de la SADC se lancent dans des initiatives ambitieuses pour améliorer le bien-être économique et social de leurs populations par le biais de la réforme du secteur des télécommunications. Qu'elles portent sur le renforcement des institutions, la privatisation ou l'octroi de licences à de nouveaux fournisseurs de services, ces initiatives offrent des possibilités considérables au secteur privé qui peut investir dans l'infrastructure de télécommunication ainsi que dans la modernisation et l'amélioration de l'accès à des technologies de télécommunication avancées et des services d'information. Cherchant à faciliter la coopération régionale, à accroître l'investissement et à améliorer le service universel, la TRASA constitue un point focal essentiel pour l'harmonisation de la politique régionale et l'optimisation des avantages que présentent les télécommunications pour tous les habitants de la région.

PARTIE II – PROGRAMME D'ACTION DE LA TRASA

Avril 1999-juin 2001

A. CONTEXTE

La TRASA a été créée essentiellement sur la base du "Protocole de la SADC sur les transports, les communications et la météorologie" (le Protocole) et de la "Législation type sur les télécommunications" de la SADC.

La Législation type sur les télécommunications a été élaborée à l'intention de la SADC parallèlement aux Principes types, conformément aux dispositions de l'article 10.2, qui figure dans le chapitre 10 du Protocole. Aux termes de ces dispositions, la TRASA doit assumer des fonctions de consultation et de coopération pour les organes de réglementation des télécommunications qu'elle représente afin de contribuer au développement des télécommunications en Afrique australe.

En vertu de l'article 10.2, les États membres de la SADC sont tenus de mettre au point une politique régionale commune en matière de télécommunication en vue de développer des réseaux nationaux de télécommunication capables de fournir des services fiables et abordables.

Qui plus est, l'article 10.7 du Protocole prévoit la séparation de la réglementation et de l'exploitation des services de télécommunication, ainsi que la création d'organes de réglementation nationaux autonomes et indépendants, dotés du pouvoir de réglementer et de surveiller des activités spécifiques liées aux télécommunications.

L'article 13.13 du Protocole encourage la création d'organes régionaux qui fourniront un cadre de collaboration et d'interaction entre les fournisseurs de services, les utilisateurs, les organes de réglementation, les travailleurs et autres parties prenantes, permettant à ces derniers de participer sur un pied d'égalité au processus de mise en œuvre du Protocole.

Le présent document présente un aperçu du Programme d'action de la TRASA pour la période 1999-2001. Outre les documents précités, le Programme d'action de la TRASA est fondé sur les objectifs de l'Association tels qu'ils sont énoncés dans ses statuts, sur le document African Connection, ainsi que sur les décisions prises à la première Assemblée générale annuelle de la TRASA (Johannesburg, novembre 1998).

Le Programme d'action de la TRASA peut être divisé en deux parties: le Programme d'action réglementaire et le Programme d'action opérationnel. Ces deux programmes comportent quatre volets: stratégies, actions, principaux indicateurs de performance et délais.

B. OBJECTIFS DE LA TRASA

Les objectifs de la TRASA tels qu'ils sont énoncés à l'article 3 des statuts de la TRASA consistent à:

- Coordonner les questions de réglementation et procéder à des échanges de vues et d'expériences sur tous les aspects de la réglementation du secteur des télécommunications dans toute la région de l'Afrique australe.
- Promouvoir un niveau de compréhension uniforme des questions de réglementation.

- Favoriser en Afrique australe la création et l'exploitation de réseaux et de services de télécommunication efficaces, appropriés et efficaces au niveau des coûts, répondant aux divers besoins des utilisateurs tout en étant viables sur le plan économique.
- Utiliser au mieux les ressources limitées dans certains domaines spécialisés des télécommunications.

C. STRATÉGIES

Pour remplir ses objectifs, la TRASA devra mettre en œuvre sept stratégies-clés qui correspondent à ses objectifs. Ces stratégies consistent à:

1. Encourager et favoriser la création en temps opportun et l'exploitation d'organismes de réglementation autonomes dans la région de la SADC.
2. Répondre aux besoins des spécialistes de la réglementation des télécommunications de la région en matière d'instruction et de formation professionnelle.
3. Adopter dans le domaine de la réglementation des politiques et des pratiques destinées à créer un environnement favorable qui facilitera l'investissement dans le secteur de l'information et des communications.
4. Mettre au point des politiques et des procédures de réglementation qui serviront de modèle pour le fonctionnement des organismes de réglementation de la région.
5. Promouvoir le Protocole, la Législation type et d'autres documents sur lesquels se fondent les travaux de la TRASA.
6. Aborder les questions opérationnelles qui faciliteront le développement de la TRASA et lui permettront de fonctionner efficacement.
7. Veiller à ce que la TRASA dispose de ressources suffisantes pour maintenir son Programme d'action réglementaire et les opérations en cours.

D. ACTIONS PRÉVUES POUR CONTRIBUER À LA RÉALISATION DES STRATÉGIES

1. **Encourager et favoriser la création en temps opportun d'organismes de réglementation autonomes dans la région de la SADC**

La création d'organismes de réglementation procède d'un accord formel conclu par les responsables de la SADC et consacré dans un certain nombre de documents, notamment le Protocole, les Principes types et la Législation type sur les télécommunications à l'intention de la SADC. Ces documents servent de référence pour l'établissement d'organismes de réglementation en Afrique australe.

La TRASA a en outre la possibilité unique de démontrer aux États membres de la SADC dans lesquels la fonction de réglementation relève encore du ministère compétent ou des PTT les avantages que présente la création d'organismes de réglementation autonomes en Afrique australe.

La réglementation étant un élément crucial dans la SADC pour parvenir à une société de l'information, tout retard dans l'établissement d'organismes de réglementation fonctionnant efficacement ne peut que compromettre cette stratégie.

En conséquence, les activités prévues dans le cadre de cette action sont les suivantes:

- Mettre en œuvre, dans le secteur des télécommunications, une législation qui prévoit la création et le fonctionnement d'organismes de réglementation autonomes dans tous les membres de la SADC.
- Veiller à ce que les politiques et législations des États membres soient conformes à la Politique et à la Législation types et soient introduites en temps voulu.
- Travailler en coordination avec les membres lorsque des difficultés entravent la création ou le fonctionnement des organismes de réglementation. Pour ce faire, un mécanisme de surveillance de l'avancement des travaux est nécessaire. L'intervention de la TRASA peut, le cas échéant, être requise pour résoudre ce type de difficulté.

2. Répondre aux besoins des spécialistes en télécommunication de la région en matière d'instruction et de formation professionnelle

Le développement du secteur de l'information et des communications dépend de l'existence dans le pays de compétences en matière de réglementation. Bien que la formation professionnelle soit un problème national qui devrait être traité au niveau ministériel, les autorités réglementaires disposent de renseignements qui leur permettent de contribuer aux efforts déployés au niveau national.

Les activités suivantes doivent être entreprises par la TRASA:

- Sonder et répertorier les compétences présentes dans la région par le biais d'une analyse des besoins en ressources humaines des autorités réglementaires dans le secteur des télécommunications.
- Encourager la création d'un Fonds national de mise en valeur des ressources humaines ou d'un autre mécanisme destiné à financer la formation professionnelle dans le secteur.
- Encourager, en collaboration avec les établissements d'enseignement, l'organisation de cours sur la réglementation et leur fréquentation par des organisations membres de la TRASA à des fins de formation professionnelle.
- Mettre en place un mécanisme destiné à faciliter le transfert de compétences dans la région.
- Mettre au point un calendrier des programmes de formation, des séminaires et des ateliers de la TRASA et encourager les États membres à y participer.
- Travailler avec les organismes à la mise au point d'un programme d'exécution efficace et à la mise en place de tarifs abordables.

3. Adopter des pratiques destinées à accroître l'investissement dans le secteur de l'information et de la communication

L'un des principaux obstacles à l'expansion de l'infrastructure de télécommunication en Afrique est lié de façon générale au manque de ressources. La SADC a reconnu que la participation du secteur privé à la fourniture de services d'information et de communication constituait une stratégie

efficace. Or, la réglementation est l'instrument qui peut faciliter l'investissement dans le domaine de l'information et de la communication.

À cette fin, la TRASA doit entreprendre les activités suivantes:

- Faire en sorte que soient conçus des plans régionaux de développement de l'infrastructure dans le secteur de l'information et de la communication.
- Collaborer avec des agences de promotion de l'investissement afin d'attirer l'investissement du secteur privé et organiser la diffusion de renseignements pertinents à cet effet.
- Adopter des procédures équitables et transparentes pour traiter les demandes des candidats, notamment des investisseurs, des opérateurs et des parties prenantes concernées.
- Tenir à jour suffisamment de données en ce qui concerne la demande et l'offre de technologies de l'information et de la communication, les sociétés d'exploitation et les services dans chaque pays.

4. Mettre au point des politiques, des procédures et des lignes directrices en matière de réglementation qui serviront de modèle pour le fonctionnement des organismes de réglementation de la région

Pour remplir ses fonctions, à savoir garantir une offre de services d'information et de communication suffisante pour répondre aux attentes nationales, chaque organisme de réglementation doit être en mesure de se doter d'un ensemble de politiques, de procédures et de lignes directrices en matière de réglementation. Les éléments communs de ces politiques, procédures et lignes directrices pourraient être harmonisés parmi les différents membres de la TRASA de sorte à devenir des normes de l'Association, ce qui permettrait d'accélérer la création d'une infrastructure d'information et de communication dans la SADC.

Les domaines dans lesquels des politiques, procédures ou lignes directrices régionales en matière de réglementation sont nécessaires sont les suivants:

Service universel et accès universel

Définir la conception nationale et régionale du service universel et de l'accès universel en fonction des services essentiels, de la couverture géographique, du niveau ciblé par service et par zone et des fonds destinés au service universel.

Octroi de licences

Faire en sorte que soient conçus des politiques, des directives et des modèles clairs en ce qui concerne les catégories de licences, en particulier pour les services pour lesquels des périodes d'exclusivité limitées doivent être attribuées et pour ceux qui doivent être assujettis aux règles de la concurrence.

Tarifs, coûts et fixation des prix

Élaborer des lignes directrices qui permettent une tarification des services fondée sur les coûts et qui s'inscrit dans le cadre de la réglementation, et garantir une concurrence loyale pour les services de télécommunication nationaux, à grande distance et internationaux.

Interconnexion

Établir des règles nationales régissant l'interconnexion entre les fournisseurs de services afin de permettre l'interopérabilité.

Spectre des fréquences

Concevoir des plans nationaux et régionaux d'attribution et d'assignation des bandes de fréquences en vue de fournir des services d'information et de communication économiques et opportuns, et prévoir une coordination régionale.

Numérotage

Élaborer des plans nationaux et régionaux d'attribution des numéros de téléphone aux exploitants de télécommunications pour garantir un acheminement efficace.

Normes

Coopérer avec le secteur et les organismes de normalisation en vue d'établir des normes nationales et régionales permettant de réaliser des économies d'échelle et de garantir la qualité des services.

Égalité entre hommes et femmes

Élaborer des politiques et lignes directrices nationales et régionales pour résoudre le problème de l'inégalité dans le secteur des télécommunications.

Émancipation des peuples autochtones

Élaborer des politiques et lignes directrices nationales et régionales pour répondre au problème de l'émancipation des peuples autochtones, en particulier de ceux qui sont économiquement défavorisés.

Technologies nouvelles et de pointe

Coopérer avec le secteur et d'autres parties intéressées pour comprendre et réglementer les technologies nouvelles et de pointe.

Pour agir dans les domaines précités, la TRASA doit:

- Créer des commissions dotées de présidents, de vice-présidents et de mandats détaillés.
- Mettre au point un cadre de la concurrence.
- Organiser des ateliers régionaux de planification des mesures.

- Élaborer des recommandations sous la forme de documents, de lignes directrices et de procédures.
- Nommer un gestionnaire de programmes pour appuyer les activités de la TRASA, y compris les commissions et les ateliers.

5. Promouvoir et favoriser le Protocole, la Législation type et les autres documents sur lesquels se fonde le travail de la TRASA

La TRASA doit veiller à se faire de mieux en mieux connaître, tant au niveau régional qu'international, ce qui lui permettra de mieux remplir ses objectifs. En outre, elle sera mieux à même de gagner le soutien de diverses organisations. Pour résumer, la TRASA doit se doter d'une stratégie positive en matière de relations publiques.

Dans ce contexte, la TRASA devrait:

- Se faire connaître des organisations similaires et compétentes, notamment des autres organes nationaux de réglementation qui n'appartiennent pas à la SADC, des agences de promotion de l'investissement, de l'UIT, de l'ONU, de ses partenaires de coopération, etc.
- Participer à des conférences régionales, continentales et internationales pertinentes.

6. Aborder les questions opérationnelles qui faciliteront le développement de la TRASA et lui permettront de fonctionner efficacement

Pour garantir un fonctionnement efficace de la TRASA, il est nécessaire de mettre en place des procédures administratives et de régler les détails logistiques et opérationnels au niveau national, comme au niveau régional. À cet égard, les organes nationaux de réglementation assument une responsabilité importante car ils doivent veiller à l'introduction des procédures et des pratiques. Le rôle de la TRASA consiste essentiellement à superviser, contrôler et, dans certains cas, consolider.

Ainsi, au niveau national, les membres doivent:

- Verser une cotisation annuelle à la TRASA (5 000 dollars) - *Résolution 4-98*.
- Mettre au point un site Web national pour l'organe de réglementation.
- Élaborer des bases de données nationales - *Résolution 5-98*.
- Assurer la mise en œuvre de mesures destinées à faciliter le passage à l'an 2000 - *Résolution 12-98*.

La TRASA doit mener les activités précitées au niveau régional et doit surveiller et évaluer l'exécution de ces différentes tâches par les organes nationaux de réglementation de la région. Qui plus est, la TRASA doit:

- Mettre au point son logo et son en-tête - *Résolution 15-98*.
- Élaborer un site Web et une base de données qui lui sont propres.

- Soumettre sa candidature au Comité des télécommunications pour devenir membre consultatif - *Résolution 2-98*.
- Coordonner la deuxième Assemblée générale annuelle - *Résolution 16-98*.

7. Veiller à ce que la TRASA dispose de ressources suffisantes pour maintenir son Programme d'action réglementaire et les opérations en cours

La TRASA aura besoin de moyens financiers suffisants pour mettre en œuvre les mesures requises pour poursuivre les stratégies énoncées dans le délai proposé de deux ans.

Des ressources financières seront aussi nécessaires pour répondre aux besoins administratifs de la TRASA et pour mener des activités de développement liées à la réglementation.

Une partie de ces ressources devrait provenir des cotisations des membres de la TRASA. Chaque membre doit verser 5 000 dollars EU de cotisation par an à l'Association (Résolution 4-98). À court terme, il se peut que les cotisations des membres ne suffisent pas. La TRASA devra donc trouver d'autres sources de financement ou revoir le montant de la cotisation de ses membres.

Dans ce contexte, la TRASA devrait:

- Concevoir et établir un fonds d'affectation spéciale pour la réglementation en vue d'appuyer la mise en œuvre du Programme d'action de la TRASA, y compris des projets destinés à accélérer le développement des organismes nationaux de réglementation.
- Définir une stratégie pour trouver des sources multiples de financement, y compris auprès du secteur privé et des partenaires de coopération. Les fonds provenant de ces sources compléteront les cotisations des membres.
- Consolider son secrétariat en recrutant des personnes travaillant à plein temps qui s'acquitteront des fonctions relevant du mandat de la TRASA de façon efficace.
- Créer un système informatique qui lui est propre, accessible aux membres et aux autres parties intéressées, pour diffuser les progrès accomplis dans le secteur de l'information et de la communication, dans les domaines politique, réglementaire et commercial, et les faire connaître par le biais de son site Web.

E. CALENDRIER CIBLÉ

Il est nécessaire de mettre au point un calendrier pour garantir la mise en œuvre du Plan d'action de la TRASA.

Conformément au document African Connection, le délai prévu pour la création d'organismes de réglementation en Afrique est fixé à juin 2000. Les pays de la SADC peuvent donc adopter cette date butoir pour achever l'établissement d'organismes de réglementation. Une année supplémentaire serait en outre prévue pour mener à bien l'ensemble du Programme d'action de la TRASA.

Les délais prévus pour les différentes actions sont présentés dans le tableau joint en annexe (annexe 1).

F. STRUCTURE DE MISE EN ŒUVRE

La TRASA a deux ans pour mettre en œuvre les sept stratégies et les actions prévues par son Programme d'action. Pour que cette mise en œuvre soit achevée en temps voulu, elle doit respecter les délais énoncés dans le tableau joint en annexe.

* * * * *

RÉFÉRENCES

1. Protocole de la SADC sur les transports, les communications et la météorologie
 2. Législation type de la SADC sur les télécommunications
 3. African Connection
-